Vincent MILLIOT, *Les Cris de Paris ou le peuple travesti. Les représentations des petits métiers parisiens (XVI^e-XVIII^e siècle)*

Paris, Publications de la Sorbonne, coll. Les Classiques de la Sorbonne, 2014 [1995], 480 pages

Michael Palmer

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9982>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.9982

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2015

Pagination : 433-434

ISBN : 9782814302600

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Michael Palmer, « Vincent MILLIOT, *Les Cris de Paris ou le peuple travesti. Les représentations des petits métiers parisiens (XVI^e-XVIII^e siècle)* », *Questions de communication* [En ligne], 27 | 2015, mis en ligne le 01 septembre 2015, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9982> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9982>

Parlement lui a confié, en plus de sa mission historique de vérification des comptes des institutions publiques et des collectivités territoriales, celle de l'évaluation de la pertinence des choix du gouvernement en matière d'économie (chapitre V, pp. 29-34).

Or la Cour des comptes est la première à avoir, en septembre 1985, alerté sur l'inefficacité des aides publiques à la presse. Dans un rapport commandé par la Commission des finances de l'Assemblée nationale, elle indiquait que les aides publiques à la presse constituaient « un ensemble hétérogène mal maîtrisé par l'administration », qui ne faisait l'objet d'aucune évaluation bien que représentant « une charge importante et croissante pour les finances publiques » – 5,6 milliards de francs en 1984, soit « près de 14 % du chiffre d'affaires du secteur » (cit. p. 41). Ainsi les chapitres VI à XI (pp. 35-90), qui transforment plus de la moitié de l'ouvrage en ce que l'auteur désigne comme « un assez long tunnel documentaire » (p. 35), reviennent-ils sur les différents rapports d'évaluation des aides publiques à la presse produits au cours des 30 dernières années. Outre le premier rapport de la Cour des comptes déjà cité, l'auteur examine le rapport parlementaire du sénateur Alain Lambert (1995), le rapport d'information du sénateur Paul Lorient (2004) sur le fonctionnement du Fonds de modernisation créé en 1998, le Livre vert (2009) issu des États généraux de la presse écrite, et qui débouche sur la remise du rapport du consultant Aldo Cardoso en 2010, l'avis de la Commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale de 2011, et enfin le rapport de la Cour des comptes de 2013. Plutôt que longue, la lecture de ces pages est assez répétitive, mais l'auteur n'y est pour rien : c'est que ces évaluations successives se ressemblent toutes, pointant à chaque fois le coût important des aides publiques à la presse pour l'État, la difficile lisibilité du très grand nombre de dispositifs d'aide et leurs effets économiques nuls voire négatifs pour le secteur. Au mieux, elles ont en effet aidé les entreprises à équilibrer leur bilan pendant un temps. Au pire, elles ont été perçues comme une manne sur laquelle elles avaient un « droit de tirage automatique » (rapport de Paul Lorient, cit. p. 58), ce qui les a incitées au *statu quo* dans une période où il aurait fallu innover, puisque « c'est la valeur ajoutée des contenus éditoriaux qui dictera la survie et le développement » de la presse (rapport d'Aldo Cardoso, cit. p. 68).

Pourtant, de cette inefficacité maintes fois démontrée, la « presse dominante » ne pipe mot (chapitre XII et *post-scriptum*, pp. 91-103) : « elle ne ménage pas seulement sa survie économique, [...] elle s'épargne

également d'avoir à se confronter avec une remise en cause très directe de ce qu'elle est » (p. 93). Pour l'auteur, c'est parce que ses préoccupations sont de plus en plus éloignées de celles de ses lecteurs qu'elle connaît une telle crise de diffusion. Il est donc pour lui urgent de réformer « le système actuel de répartition de ces subsides, où des titres véritablement "citoyens" ne bénéficient d'aucun soutien autre que postal – quand des magazines dédiés, *in fine*, à l'exacerbation des inégalités sociales [...] sont littéralement gavés de subsides étatiques » (p. 102). L'auteur ne précise cependant pas comment identifier ceux qui méritent de se voir attribuer « quelques parts de la gigantesque dépense publique que l'éditocratie assistée confisque depuis trois décennies » (p. 103), ni quel sort réserver à ladite éditocratie (moins d'aides ? plus d'aides du tout ?). C'est l'un des points aveugles de cet ouvrage, dont on pourra aussi regretter la légèreté des définitions (quelle est vraiment l'étendue de la « presse dominante » qui semble par ailleurs très homogène aux yeux de l'auteur, de *Libération* à *Valeurs actuelles* ? La presse quotidienne régionale y joue-t-elle un rôle ?). Aussi, cette charge aurait-elle mérité d'être incluse dans une réflexion plus large sur l'économie des médias, étonnamment absente de l'ouvrage. Enfin, aucune référence bibliographique ne vient préciser les indications données dans le texte, ce qui contraindra le lecteur souhaitant aller plus loin à rechercher lui-même les rapports cités. Pour autant, *Éditocrates sous perfusion* n'a pas de prétention académique – seulement celle, en soi parfaitement justifiée, de dénoncer un mésusage des deniers publics et le silence dont ses bénéficiaires l'entourent. L'auteur le fait d'une plume agile, certes polémique mais toujours documentée. Du point de vue de la collection qui l'accueille (« À boulets rouges »), nul doute que la cible soit atteinte.

Loïc Ballarini

Crem, université de Lorraine, F-54000
loic.ballarini@univ-lorraine.fr

Vincent MILLIOT, *Les Cris de Paris ou le peuple travesti. Les représentations des petits métiers parisiens (xvi^e-xviii^e siècle)*.

Paris, Publications de la Sorbonne, coll. Les Classiques de la Sorbonne, 2014 [1995], 480 pages

Beau texte, avec 29 illustrations, ce livre est la réédition d'un ouvrage paru en 1995, agrémenté d'un avant-propos qui actualise les recherches sur le sujet et les réflexions qu'elles inspirent à l'auteur. Historien qui intègre des problématiques et travaux d'autres disciplines, Vincent Milliot propose un travail de 360 pages (sources et orientation bibliographique

complètent l'ouvrage) dont pourront tirer profit, à notre sens, le chercheur en sciences de l'information et de la communication (sic). Tout un pan de l'analyse porte sur les questions que se posent les historiens face aux représentations et à la déréalisation des conditions d'existence du peuple – oserait-on écrire du « petit peuple parisien » ? – qui en résulte.

La période couverte inclut la dizaine d'années révolutionnaires qui précède l'avènement de Napoléon ; mais l'essentiel porte sur la période qui va du ^{xv}^e au ^{xviii}^e siècles de l'Ancien Régime. Le ^{xviii}^e siècle serait l'époque la plus riche en *Cris*, à en juger par ceux ici recensés et étudiés. « *Cris de la société, bruits de la ville* » sont captés par une masse d'imprimés aux statuts divers, à la pagination variable (10-20 pages, le plus souvent) et à l'illustration fréquente ; productions éphémères, sans périodicité (celle-ci apparaît avec la Révolution), c'est le titre même de *Cri* qui donne l'illusion d'une constance. Vincent Milliot insiste sur la complexité que soulève leur analyse ; il existe peu d'indices qui permettent de connaître leur public, par exemple. Mais ici intervient sa réflexion sur la représentation que les élites, les classes urbaines aisées se faisaient du petit peuple qu'elles ne connaissaient pas autrement – ou alors par la présence de certains, le ramoneur par exemple, entrevu dans leur propre foyer ou quand ils circulaient dans la rue, le plus souvent à cheval ou en voiture. Vincent Milliot est autant attentif à cette déréalisation qu'au contenu même des *Cris*. Celle-ci renforce une certaine condescendance, disons le mépris qu'affichaient les nobles et les bourgeois face à ce « peuple » – attitude que la Révolution allait bouleverser. Si les personnes qui forment ce « petit peuple » sont peu connues des classes urbaines aisées, la diversité même des vecteurs et des supports – les chants, l'image (même la céramique) – et les conditions de fabrication des produits qui environnent les *Cris* peuvent être, eux, cernés. Travail pionnier partant d'un corpus déjà exploré par d'autres historiens, cette étude des *Cris* voit l'auteur convoquer des approches disciplinaires des plus diverses, notamment pour saisir la gestuelle et les sons – comme le font certaines recherches en sic. Robert Darnton, Pierre Goubert, Arlette Farge, Roger Chartier, Alain Corbin, Natalie Z. Davis, François Furet, Emmanuel Le Roy Ladurie, Mona Ozouf, Daniel Roche, mais aussi Roland Barthes, Mikhaïl Bakhtine, Michael Baxandall, Michel de Certeau, Norbert Elias, Robert Escarpit, Erving Goffmann et Georges Vigarello figurent parmi les auteurs qui nourrissent la réflexion de Vincent Milliot.

Que sont les *Cris* ? Qui sont les crieurs ? Comment aller plus loin qu'une certaine littérature des folkloristes pour y répondre ? Telles sont les questions

posées d'emblée par l'auteur. Pour y répondre, il croise la problématique « des usages de l'imprimé » avec le souci de capter les cris des rues – cris de guerre, cris de fêtes – qui permettent de rendre à l'écrit les petits métiers des artisans et des ouvriers : les Auvergnats rue Mouffetard, les Limousins place Maubert ou rue Saint-Jacques, etc. (p. 35). Tout au long de l'ouvrage, la réflexion sur les sources disponibles pour scruter les *Cris*, le contenu même des *Cris* et les représentations qu'ils nourrissent, s'entremêlent. Sur la trentaine d'illustrations qu'offre l'ouvrage, le terme *Cris de Paris* figure sur seulement trois d'entre elles. Parmi les constats révélés, mentionnons : avant le milieu du ^{xviii}^e siècle, les représentations du crieur de rue sont relativement absentes ; c'est au ^{xviii}^e siècle que la localisation topographique à Paris se donne le plus à voir ; les *Cris* sont plus nombreux sur la rive gauche que sur la rive droite de la Seine ; les stéréotypes iconographiques sont nombreux – une gravure de l'ivresse du buveur symbolise le crieur et marchand de vin, par exemple (p. 94) ; l'image de la misère est le plus souvent atténuée, reflet de l'émergence de la civilisation des mœurs plus que de l'évolution réelle des conditions de vie (p. 178) ; le travail, lui, n'est pas au cœur de la mise en scène iconographique des petits métiers – cette dernière souligne davantage leur participation au spectacle de la rue ou leur état social indistinct (p. 215) ; la femme est souvent représentée en tablier ; l'image voudrait souligner les bruits de la ville – « l'image sonore » (chapitre vi) .

Par la suite, Vincent Milliot s'éloigne quelque peu des *Cris* eux-mêmes pour traiter des « discours sur le peuple » ou sur « le peuple travesti ». Dorénavant, les références aux auteurs tels Denis Diderot, Jean-Jacques Rousseau, Rétif de la Bretonne ou Louis-Sébastien Mercier se font plus nombreuses, ainsi que les renvois aux chercheurs actuels. L'oral prime encore « dans la société de l'Ancien Régime encore mal pénétrée par l'imprimé » (p. 288). Et Vincent Milliot souligne comment les « Pont-neufs », chansons burlesques et licencieuses, pénétrèrent même les Salons au ^{xviii}^e siècle (p. 289). Culture de la place publique et culture des élites se croisent alors – échanges annonciateurs de la Révolution de 1789 ?

En effet, le dernier chapitre a pour titre « *Cris en Révolution* » et pour l'un de ses sous-titres : « Disparition des *Cris*, naissance du Peuple ? » (p. 318). Pendant les années 1788-1800, les *Cris* se politisent (par exemple, *Le Cri du peuple à l'Assemblée nationale*, *Les Cris du malheureux Louis xvi au peuple français depuis son emprisonnement*).

La conclusion du livre explicite la démarche suivie : « Reconstituer les conditions de fabrication et de diffusion des *Cris de Paris*... , étudier les formes de ces imprimés, les usages et les significations induites par celle-ci, et enfin retrouver les divers modèles de représentation employés pendant trois siècles ». Vincent Milliot esquisse une périodisation : 1500 à 1650, 1650 à 1730, « un court XVIII^e siècle ». La vision du peuple que donnent les *Cris* traduit la conception à la fois esthétisante et méprisante qu'en avaient les élites.

Plus on avance dans ce livre, plus ressort la richesse des approches déployées. Émotions, sensations et leurs représentations, tout autant que le langage lui-même – « parler comme on est, être comme l'on parle » (p.292) – émaillent l'ensemble. Dans l'univers médiatisé d'aujourd'hui, la déferlante des textes, des sons et des images en circulation n'a rien à voir, bien évidemment, avec l'univers ici scruté. Mais les approches multiples convoquées dans ce livre s'avèrent pertinentes pour décrypter le foisonnement des « signes » de nos jours. L'affect et la raison coexistaient jadis comme aujourd'hui. Déréalise-t-on aujourd'hui autant que par le passé ? Le concept « classe sociale » ne se fait-il pas moins entendre, ce dernier quart de siècle ?

Michael Palmer

Cim, université Sorbonne Nouvelle-Paris 3, F-75005
michael.palmer@univ-paris3.fr

Jeremy TUNSTALL, *BBC and Television Genres in Jeopardy*.
Oxford, P.Lang, 2015, 400 pages

Depuis plus de 40 ans, les travaux de Jeremy Tunstall éclairent ce qui se joue dans les industries médiatiques. L'un de ses ouvrages, *The Westminster Lobby Correspondents* (Londres, Routledge/K. Paul, 1970), dévoila les réalités qui sous-tendaient le travail des correspondants politiques qu'ignoraient même certains journalistes parlementaires, l'objet de l'étude. Plusieurs de ses livres sont centrés sur la situation en Grande-Bretagne ; la plupart tiennent compte de l'internationalisation des acteurs de ces industries. Ici, l'ouvrage revisite une question – les *television producers* – qu'il traita il y a 20 ans (1993) et tire la sonnette d'alarme pour la BBC et, par conséquent, pour l'ensemble des télévisions de service public dans le monde : non seulement l'expansion de la télévision commerciale à l'américaine progresse, mais les genres ou catégories de programmes, d'émissions, longtemps perçus comme les fleurons de la télévision publique, déclinent.

L'ouvrage est fondé sur deux séries d'entretiens. L'une se nourrit d'interviews avec 150 responsables audiovisuels de la BBC et de l'ITV – l'opérateur de chaînes privées le plus ancien (1955) – qui commandent les programmes : « *executive producers* » et directeurs d'unités et de genres d'émissions d'une part, et 200 entretiens conduits avec des personnes, occupant souvent déjà de tels postes, que Jeremy Tunstall interviewa au début des années 90, d'autre part. Les « contrôleurs » de la télévision – comme disait jadis l'anglais – alimentent l'analyse ici présentée. La diversité même des personnes interviewées – réalisateurs, responsables d'unités de production, présentateurs d'émissions, certains connus depuis longtemps par Jeremy Tunstall – est une force du livre.

Bien des genres « nobles » vont mal. Citons les émissions dites « éducatives », pédagogiques, et les séries documentaires d'histoire naturelle. Un temps fleurons de la BBC, elles seraient, ces dernières années, en mauvaise posture : crédits et moyens en baisse, notamment. Pour ces genres comme pour tant d'autres, les années 2008-2009 marquent un tournant. Suite indirecte de la crise financière d'alors, mais aussi de la multiplication des chaînes et de l'américanisation – taxée parfois de « *disneyfication* » des programmes, des formats et du contenu, avec, entre autres conséquences, la progression de l'« *infotainment* », la BBC, qui connaît par ailleurs bien des scandales, est sur la mauvaise pente.

À lire Jeremy Tunstall, les genres d'émissions qui, traditionnellement, figuraient parmi les titres de gloire de la télévision publique – l'éducation et l'histoire naturelle, les sciences, les arts, la religion et les émissions destinées aux enfants – sont en déclin ; parmi celles qui vont bien se trouvent les documentaires, l'histoire et les voyages. Les genres les plus populaires restent les séries dramatiques et les *soap*. Si l'information va bien, très bien même, les émissions hebdomadaires traitant de l'actualité, les « *current affairs* », avec leurs reportages approfondis, vont mal, très mal. Les chapitres consacrés à ces deux genres sont parmi les plus éclairants (pp. 135-201).

En effet, après les tensions entre la BBC et les gouvernements Thatcher, les années 90 voyaient une expansion et une modernisation considérable des ressources dont disposait la BBC News et une amélioration sensible de ses performances et de sa situation, comparées à celle de ses concurrents : la BBC devient alors l'acteur dominant au Royaume-Uni dans les domaines de l'information locale, nationale et internationale, et ce, à la télévision, à la radio et en